

# Banques françaises : épargnez le climat !

Demandez  
à votre banquier  
de financer l'efficacité  
énergétique et  
les renouvelables

> INVESTISSEMENTS

> TEMPERATURE  
> GAZ À EFFET DE SERRE

  
**Les Amis  
de la Terre**

  
**GREENPEACE**  
SOS LOIRE VIVANTE

  
CFCF  
Comité de Liaison  
Energies Renouvelables

  
**attac**  
  
Association Négawatt

Avec le soutien de : La Nef • ANPER-TOS • Action Consommation • Action Nature • Agir ici • Artisans du Monde • ATTAC • Bretagne Vivante • CADTM France (Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde) • CLER (Comité de Liaison Energies Renouvelables) • Confédération Paysanne • CRID • ENDA Europe • Franche Comté Nature Environnement • FRAPNA • Gabas Nature et Patrimoine • Greenpeace France • GRET • Graine Ile de France • HeliO international • Initiatives Pour un Autre Monde (IPAM) • Mirabel • Négawatt • Peuples Solidaires • Puy de Dôme Nature Environnement • Réseau Action Climat France • Réseau Foi et Justice Afrique-Europe • Réseau Sortir du nucléaire • RITIMO Sherpa • SOS Loire Vivante • Survival International • Les Amis de la Terre International • BankTrack

# Banques françaises parmi les plus puissants acteurs du monde

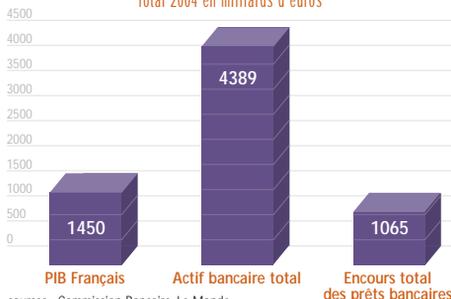
La puissance des banques a explosé dans les dernières décennies. En 2004 les banques installées en France gèrent un total de 4 389 milliards d'euros, à comparer avec le PIB français de 1450 milliards d'euros (chiffres Commission Bancaire et Le Monde). Les banques collectent l'épargne de leurs clients (particuliers, entreprises et collectivités publiques) et l'investissent dans des activités variées. Les choix d'orientation de leurs prêts dans une direction ou une autre sont un levier d'entraînement colossal.

Actuellement les banques s'endorment sur leurs profits. L'alarmante inaction du secteur financier en matière de lutte contre le changement climatique montre que les profits passent avant les Hommes et la planète. Seulement 22 % des Français estiment que les entreprises font assez d'efforts en matière de développement durable (sondage TNS-Sofres, 6 octobre 2005).

Crédit Agricole-Crédit Lyonnais (LCL), BNP-Paribas et Société Générale sont les trois plus grandes banques françaises en terme de capital et de profits : elles ont fait à elles seules 10 milliards d'euros de bénéfices en 2004 ! Crédit Agricole-Crédit Lyonnais est la cinquième plus grande banque du monde depuis sa fusion.

## La puissance financière des banques françaises

Total 2004 en milliards d'euros



sources : Commission Bancaire, Le Monde

De plus, ces trois groupes bancaires français sont de loin les plus actifs à l'international : BNP-Paribas intervient dans 85 pays, la Société Générale dans 75 et le Crédit Agricole dans 60. A l'international, elles sont souvent impliquées dans des projets d'extraction d'énergies fossiles.

## Opacité record, traçabilité zéro

Exercice pratique : que devient l'argent que vous confiez à votre banquier ? Faites un test : demandez-lui dans quel secteur est réinvesti l'argent de votre épargne, et selon quels critères environnementaux et sociaux. Sauf exception, une information aussi basique est rarement rendue publique.

## Réchauffement de la planète urgence absolue !

Le dérèglement climatique est une des plus graves menaces planétaires sur les sociétés humaines et l'environnement ; pour 52% des Français, c'est le troisième risque majeur après le cancer et la violence (sondage TNS-Sofres, 6 octobre 2005). Notre responsabilité ne fait plus aucun doute : ce sont les rejets massifs de gaz à effet de serre générés par les activités humaines qui sont responsables du bouleversement climatique. Au cours du XX<sup>ème</sup> siècle, la température de la planète a déjà augmenté de 0,6 °C. Le réchauffement doit impérativement être limité à + 2 °C par rapport au niveau pré-industriel. Mais il pourrait être trois fois plus élevé si nous ne faisons rien ! Les impacts du réchauffement ont déjà été constatés, notamment l'élévation du niveau de la mer et la violence accrue des phénomènes extrêmes : cyclones, inondations, sécheresses, canicules... L'Europe n'est pas épargnée. Les Nations Unies prévoient également des conséquences graves sur la santé, l'agriculture, la biodiversité.

# Banques françaises et environnement

## presque tout reste à faire !

**Exercice pratique suivant : demandez à votre banquier s'il propose des prêts avantageux pour financer l'isolation de votre habitation, ou un livret d'épargne dédié à des projets écologiques. Il fera des yeux ronds. Demandez-lui alors un prêt automobile : vous aurez droit au grand jeu, à taux exceptionnel.**

Si les banques sont aussi absentes de l'effort pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, c'est parce qu'elles estiment que leur activité n'est pas polluante. C'est pourtant loin d'être le cas. Les banques possèdent un réseau de 26 370 agences, emploient 420 000 personnes et font appel à des centaines de milliers de fournisseurs et sous-traitants. Elles ont donc des impacts directs importants, notamment par leur gigantesque parc immobilier et les transports de personnes et de marchandises qu'elles génèrent. Les banques doivent impérativement réduire leurs émissions directes.

Mais ce sont surtout leurs impacts indirects qui posent problème. En 2004, les prêts cumulés des banques françaises s'élevaient à 1 065 milliards d'euros. Pour accepter ou non un crédit, les

banques analysent le projet, l'emprunteur, ses garanties... Elles s'engagent suivant des logiques financières de risque et de rentabilité, mais l'impact écologique et humain n'est pas pris en compte. Si l'État et les citoyens ont des responsabilités et doivent impulser des changements, les banques doivent également agir.

Il est impératif qu'elles intègrent le risque climatique, raisonnent à plus long terme et réorientent progressivement leurs politiques de prêts et d'investissement. La priorité concerne les secteurs les plus émetteurs de gaz à effet de serre, en France et dans le monde : énergies fossiles, transport, résidentiel-tertiaire, industrie, agriculture.

### Dérèglement climatique

#### que faire ?

Les énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz) sont responsables de 60% des émissions humaines totales de gaz à effet de serre : la priorité est donc avant tout de diminuer notre consommation d'énergies fossiles. Les pays industrialisés comme la France doivent diviser par quatre leurs émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050. La lutte contre le dérèglement climatique ne passe pas par la filière nucléaire, elle-même totalement incompatible avec des sociétés durables.

En France les secteurs transports et résidentiel-tertiaire sont devenus les principales sources d'émission de CO<sub>2</sub> et les seules qui progressent. Pour respecter les objectifs que la France s'est fixés, 5 à 7 milliards d'euros par an doivent être investis dans des travaux d'économies d'énergie pour le seul secteur résidentiel et tertiaire. C'est dire si les banques ont un rôle crucial à jouer dans la lutte contre le changement climatique : subventions publiques (indispensables) et financements privés doivent se coordonner. Il y a urgence !



# Faites confiance à votre banquier, il finance le dérèglement climatique

**Du fait de l'opacité qui règne, il est très difficile aujourd'hui de connaître les sommes investies par les banques dans des projets qui aggravent le changement climatique. Mais elles sont souvent impliquées dans d'énormes projets d'énergies fossiles extrêmement controversés.**

## **Mer Caspienne** La surconsommation des pays riches au mépris de la crise énergétique locale

Le gigantesque oléoduc Baku-Tbilissi-Ceyhan (1770 km) acheminera dès 2006 un million de barils de pétrole par jour depuis l'Azerbaïdjan via la Géorgie jusqu'à la Turquie. Pas une goutte ne bénéficiera aux populations locales : l'exportation alimentera les États-Unis et l'Union Européenne.

Les 3,6 milliards de dollars nécessaires ont été apportés notamment par la Banque mondiale et 15 banques privées dont Société Générale, BNP-Paribas, Crédit Agricole, Dexia et Natexis-Banques populaires.

Avant même la fin des travaux, le projet fait face à d'énormes difficultés :

- scandale sur l'étanchéité de l'oléoduc, déjà fissuré,
- destructions de l'environnement et pollution de l'eau,
- procès devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme et la Cour de Justice des Communautés Européennes pour violation des droits humains.

## **Angola** La corruption en plus du changement climatique

Plusieurs banques européennes conduites par le Crédit Agricole s'apprentent à accorder un nouveau prêt colossal de 2,25 milliards de dollars à Sonangol, la compagnie pétrolière publique de l'Angola.

L'Angola est un des dix pays les plus corrompus du monde selon Transparency International. Le

L'oléoduc Baku-Tbilissi-Ceyhan



Fonds Monétaire International a mis en évidence que 8,45 milliards de dollars de recettes publiques y ont « disparu » entre 1997 et 2001 (soit 23 % du PIB).

Les banques françaises ne doivent pas aggraver la corruption par leurs prêts !

## **Yémen** Changement climatique et destruction de la biodiversité ?

Total prépare le plus gros projet jamais réalisé au Yémen : un projet d'exportation de gaz de 3,6 milliards d'euros. Alors que le début des travaux est imminent, l'étude d'impact n'est toujours pas rendue publique : c'est une violation majeure des obligations internationales en la matière.

Le terminal de Bal Haf prévu sur la côte menace une zone marine en cours de classement pour sa biodiversité ; elle abrite plusieurs sites de ponte de tortues en danger et classées en liste rouge par l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature ; 2 km de barrière de corail seront détruits.

Le Crédit Agricole et d'autres banques (Société Générale, BNP-Paribas) sont probablement impliqués mais refusent de le faire savoir au nom du secret commercial. Ils ne doivent en aucun cas financer ce projet qui viole les normes internationales les plus élémentaires.

# Des pistes à suivre

## contre le dérèglement climatique !

Les banques doivent faire évoluer radicalement leurs pratiques. Bonne nouvelle, certaines ont pris les devants : elles ouvrent la voie à des réalisations plus ambitieuses.

### Transparence, c'est possible

La Nef est une société coopérative de finances solidaires qui publie annuellement la liste complète des prêts qu'elle a accordés, avec les noms des entreprises bénéficiaires, l'utilisation du prêt, etc (voir [www.lanef.com](http://www.lanef.com)). A la Nef comme ailleurs, les clients veulent savoir précisément dans quels secteurs l'argent est investi.

### Mesurer ses émissions pour les réduire

En 2005, la Caisse des Dépôts a lancé la réalisation d'un « bilan carbone » concernant les émissions directes de gaz à effet de serre de toutes ses activités. Le bilan carbone est une méthodologie créée par l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie). C'est la référence pour évaluer toutes les émissions d'une entreprise, comparer leur évolution annuelle et définir des objectifs de réduction. Le bilan carbone doit être effectué de manière indépendante et rendu public.

### Des prêts à taux zéro pour l'habitat écologique



La Banque Populaire d'Alsace a créé PREVair, des prêts pour les projets écologiques et les énergies renouvelables. En partenariat avec l'ADEME et la Région Alsace, ces prêts permettent aux particuliers de s'équiper en

chauffe-eau solaire à un taux de 0 %, ou de financer leur habitation écologique à un taux attractif. Les petites entreprises peuvent également en bénéficier. Pour financer ces prêts, la Banque populaire d'Alsace a créé le livret Codevair, qui a permis de collecter 25 millions d'euros.

### Les solutions énergétiques existent pour la France

L'association Negawatt a développé un scénario précis qui répond aux impératifs de lutte contre le changement climatique en France. Sa démarche se décline en trois étapes :

- 1 **La sobriété énergétique**, la plus importante, pour supprimer les gaspillages absurdes et coûteux grâce aux modes de production et de consommation les plus économes possibles en énergie.
- 2 **L'amélioration de l'efficacité énergétique**, pour réduire partout les consommations d'énergie.
- 3 **La production à partir d'énergies renouvelables** (éolien, solaire, biomasse, géothermie, micro-hydraulique).

Ce scénario ambitieux est réaliste car il ne se base pas sur d'hypothétiques révolutions technologiques (type moteur à hydrogène) et il est largement financé par les économies d'énergie. Le scénario bute toutefois sur des conditions de marché qui ignorent les enjeux de long terme et encourage à investir comme si l'énergie bon marché était garantie pour les siècles à venir. C'est ici que les banques doivent intervenir.

Pour plus d'information : voir [www.negawatt.org](http://www.negawatt.org)

### Pendant ce temps, à l'étranger...

En 2005, HSBC (Royaume-Uni) est la première banque au monde à être parvenue à un bilan carbone neutre pour ses émissions directes, en les réduisant de 10 % et en compensant le reste par l'achat d'électricité verte et de permis d'émissions.

Bank of America (États-Unis) a pris l'engagement de comptabiliser puis réduire de 7 % les émissions indirectes de gaz à effet de serre de son portefeuille d'investissement « énergie ».

JPMorgan Chase (États-Unis) a adopté en 2005 une politique ambitieuse : elle demandera à ses clients de mesurer et publier leurs émissions, et d'adopter des plans de réduction / compensation de ces émissions.

## Recommandations

pour le Crédit Agricole-  
Crédit Lyonnais (LCL),  
BNP-Paribas et  
la Société Générale

### Les banques doivent :

- améliorer radicalement la traçabilité de l'argent déposé chez elles par leurs clients, en détaillant dans quels secteurs il est investi et sur la base de quels critères écologiques et sociaux

- lutter activement contre le changement climatique :

- en réduisant leurs propres émissions de gaz à effet de serre,
- en réduisant les émissions indirectes de gaz à effet de serre de leur portefeuille d'investissement (grâce à des critères écologiques à respecter par les clients),

- créer des produits bancaires spécifiques et ambitieux pour financer l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables.



**Les Amis  
de la Terre**

Campagne active  
de décembre 2005 à juillet 2006

**Agissez !** Signez, faites signer  
et envoyez les cartes postales

- Votre mobilisation est extrêmement précieuse. Elle vous permet d'exprimer aux Présidents des banques vos préoccupations sur le dérèglement climatique. L'envoi des cartes postales permet d'associer vos voix à celle des Amis de la Terre, nous donnant ainsi plus de poids et plus de légitimité dans nos actions de lutte contre le changement climatique.

Retrouvez la campagne en ligne !  
[www.amisdelaterre.org](http://www.amisdelaterre.org)

### Pour se renseigner

ou pour adhérer

Les Amis de la Terre  
2B, rue Jules Ferry - 93100 Montreuil  
Tél : 01 48 51 32 22  
Email : [france@amisdelaterre.org](mailto:france@amisdelaterre.org)

### Soutenez Les Amis de la Terre

Au cœur du mouvement  
écologiste depuis 35 ans,  
nos actions visent à :

#### Alerter

l'opinion et les institutions sur les dangers  
d'aujourd'hui et de demain : dérèglement  
climatique, malnutrition, déforestation...

#### Faire pression

sur les décideurs politiques et économiques  
par des campagnes de pétition,  
des manifestations...

#### Représenter

un courant d'opinion dans les négociations  
nationales et internationales.